



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-18154>

Département(s) de publication : **51**

Annonce n° **24-18154**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Communauté urbaine du Grand Reims

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Stabilisation et restauration de mobiliers archéologiques

**Description** : Stabilisation et restauration de mobiliers archéologiques

**Identifiant de la procédure** : a83ec69e-d973-49de-87f1-9940af3f2458

**Identifiant interne** : GF7U401

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : Procédure adaptée passée en application des articles R. 2123-1 3° et R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique (services sociaux et autres services spécifiques).

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 92521200 Services de conservation des objets exposés et des spécimens

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : Reims

**Code postal** : 51100

**Subdivision pays (NUTS)** : Marne ( FRF23 )

**Pays** : France

##### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** - Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution : Le présent accord-cadre est établi pour une durée de quarante-huit (48) mois à compter de sa date de notification et au plus tôt le 30 avril 2024. Sans préjudice des dispositions des articles 38 et suivants du CCAG-FCS, il est résiliable à chaque date anniversaire par décision de l'acheteur public notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours. Cette dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire. Les commandes émises avant la date d'effet de la dénonciation de l'accord-cadre demeurent exécutoires. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. L'exécution des bons de commande émis et non achevés avant l'échéance de l'accord-cadre pourra éventuellement se prolonger au-delà de sa durée de validité mais ne pourra pas constituer un moyen de prolonger abusivement la durée de l'accord-cadre. Les délais d'exécution seront fixés dans chacun des bons de commande, dans le respect des délais maximum d'exécution par lot (délais plafonds) fixés dans l'acte d'engagement et au CCTP. Les délais seront susceptibles d'être prolongés si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de s'approvisionner ou d'exécuter les prestations dans des conditions normales, en cas d'évènement exceptionnel et imprévisible qui remettrait en cause la bonne exécution du contrat. - Petits lots : Conformément à l'article R. 2123-1 2° du Code de la Commande Publique, le lot n°5 (Matériaux rares) fera l'objet d'une procédure ultérieure (marché sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R. 2122-8 du Code de la Commande Publique). Il sera conclu sans minimum et avec un maximum de 40 000 Euro HT sur la durée totale. - Modalités de remise des offres : Les candidats ont l'obligation de faire acte de candidature et de déposer une offre uniquement par transmission électronique dans cette procédure. Les candidats devront se connecter, via internet, à l'adresse suivante : <https://marches.grandreims.fr>. Un guide d'utilisation à disposition des opérateurs économiques est mis à leur disposition sur le site dans la rubrique " Aide ". Attention, la remise des candidatures et des offres par courrier, télécopie ou courriel n'est pas admise. - Critères d'attribution : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché. - Attribution : L'analyse des candidatures s'effectuant après l'examen des offres, l'acheteur ne procédera à la vérification des conditions de participation que des seuls titulaires pressentis. Les candidats retenus à l'issue de l'analyse des offres devront produire, dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, les documents demandés aux articles R2143-5 et suivants du code de la commande publique.

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

**2.1.6 Motifs d'exclusion**

Motifs d'exclusion purement nationaux : Le candidat devra justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

## **Section 5 - Lot**

5.1 Lot : LOT-0003

**Titre :** Peintures murales

**Description :** Stabilisation et restauration de mobiliers archéologiques : Peintures murales

**Identifiant interne :** Lot 3

### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 92521200 Services de conservation des objets exposés et des spécimens

### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville :** Reims

**Code postal :** 51100

**Subdivision pays (NUTS) :** Marne ( FRF23 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Informations complémentaires :** Le présent accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 120 000 Euro HT sur sa durée totale. Dans le cas où le titulaire du lot ne pourrait répondre au besoin, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à des tiers, sur devis, dans la limite de 15 % du montant maximum HT du lot concerné sur la durée totale de l'accord-cadre.

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - Une lettre de candidature détaillant les cocontractants en cas de groupement. Le candidat renseigne les conditions de sa candidature : seul ou en groupement d'opérateurs économiques (cotraitance). En cas de groupement, le candidat indique la forme du groupement (solidaire ou conjoint) ainsi que la désignation du mandataire. Ce dernier devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation ; - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

**5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches.grandreims.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 18/03/2024 à 17:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 MONTH

**Informations relatives aux délais de recours :** Peuvent être formés devant la juridiction visée ci-dessous, dans les conditions fixées par le Code de Justice Administrative (CJA) : - Un référé précontractuel, avant la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du CJA ; - Un référé contractuel, après la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-13 à L. 551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA ; - Un recours en contestation de validité du contrat, selon les modalités fixées par la décision du Conseil d'Etat n° 358994 du 4 avril 2014 « Département de Tarn-et-Garonne », dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, assorti le cas échéant, d'un référé suspension (art. L.521-1 du CJA) ; - Un recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative, selon les modalités fixées aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans les deux mois suivant la notification de la décision susmentionnée.

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

**5.1 Lot :** LOT-0001

**Titre :** Métal, céramique, monnaies, tableterie, verre

**Description** : Stabilisation et restauration de mobiliers archéologiques : Métal, céramique, monnaies, tabletterie, verre

**Identifiant interne** : Lot 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 92521200 Services de conservation des objets exposés et des spécimens

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : Reims

**Code postal** : 51100

**Subdivision pays (NUTS)** : Marne ( FRF23 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Informations complémentaires** : Le présent accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 120 000 Euro HT sur sa durée totale. Dans le cas où le titulaire du lot ne pourrait répondre au besoin, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à des tiers, sur devis, dans la limite de 15 % du montant maximum HT du lot concerné sur la durée totale de l'accord-cadre.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description** : - Une lettre de candidature détaillant les cocontractants en cas de groupement. Le candidat renseigne les conditions de sa candidature : seul ou en groupement d'opérateurs économiques (cotraitance). En cas de groupement, le candidat indique la forme du groupement (solidaire ou conjoint) ainsi que la désignation du mandataire. Ce dernier devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation ; - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

**Critère** :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Description** : - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

**Critère :**

**Type** : Capacité économique et financière

**Description** : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches.grandreims.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 18/03/2024 à 17:00

**Date limite de validité de l'offre** : 5 MONTH

**Conditions du marché :**

**Facturation en ligne** : Autorisée

**Informations relatives aux délais de recours** : Peuvent être formés devant la juridiction visée ci-dessous, dans les conditions fixées par le Code de Justice Administrative (CJA) : - Un référé précontractuel, avant la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du CJA ; - Un référé contractuel, après la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-13 à L. 551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA ; - Un recours en contestation de validité du contrat, selon les modalités fixées par la décision du Conseil d'Etat n° 358994 du 4 avril 2014 « Département de Tarn-et-Garonne », dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, assorti le cas échéant, d'un référé suspension (art. L.521-1 du CJA) ; - Un recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative, selon les modalités fixées aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans les deux mois suivant la notification de la décision susmentionnée.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Enchère électronique :**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

5.1 Lot : LOT-0004

**Titre :** Mosaïques

**Description :** Stabilisation et restauration de mobiliers archéologiques : Mosaïques

**Identifiant interne :** Lot 4

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 92521200 Services de conservation des objets exposés et des spécimens

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville :** Reims

**Code postal :** 51100

**Subdivision pays (NUTS) :** Marne ( FRF23 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

##### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Informations complémentaires :** Le présent accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 200 000 Euro HT sur sa durée totale. Dans le cas où le titulaire du lot ne pourrait répondre au besoin, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à des tiers, sur devis, dans la limite de 15 % du montant maximum HT du lot concerné sur la durée totale de l'accord-cadre.

##### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - Une lettre de candidature détaillant les cocontractants en cas de groupement. Le candidat renseigne les conditions de sa candidature : seul ou en groupement d'opérateurs économiques (cotraitance). En cas de groupement, le candidat indique la forme du groupement (solidaire ou conjoint) ainsi que la désignation du mandataire. Ce dernier devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation ; - Une déclaration

sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches.grandreims.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 18/03/2024 à 17:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 MONTH

**Informations relatives aux délais de recours :** Peuvent être formés devant la juridiction visée ci-dessous, dans les conditions fixées par le Code de Justice Administrative (CJA) : - Un référé précontractuel, avant la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du CJA ; - Un référé contractuel, après la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-13 à L. 551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA ; - Un recours en contestation de validité du contrat, selon les modalités fixées par la décision du Conseil d'Etat n° 358994 du 4 avril 2014 « Département de Tarn-et-Garonne », dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, assorti le cas échéant, d'un référé suspension (art. L.521-1 du CJA) ; - Un recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative, selon les modalités fixées aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans les deux mois suivant la notification de la décision susmentionnée.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

**5.1 Lot :** LOT-0002

**Titre :** Bois, cuir, vannerie, cordage, textile, andouillers, matériaux poreux, matériaux composites

**Description :** Stabilisation et restauration de mobiliers archéologiques : Bois, cuir, vannerie, cordage, textile, andouillers, matériaux poreux, matériaux composites

**Identifiant interne :** Lot 2

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 92521200 Services de conservation des objets exposés et des spécimens

**5.1.2 Lieu d'exécution**

**Ville :** Reims

**Code postal :** 51100

**Subdivision pays (NUTS) :** Marne ( FRF23 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

**5.1.6 Informations générales**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Informations complémentaires :** Le présent accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 120 000 Euro HT sur sa durée totale. Dans le cas où le titulaire du lot ne pourrait répondre au besoin, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à des tiers, sur devis, dans la limite de 15 % du montant maximum HT du lot concerné sur la durée totale de l'accord-cadre.

**5.1.9 Critères de sélection**

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** - Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une déclaration

indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - Une lettre de candidature détaillant les cocontractants en cas de groupement. Le candidat renseigne les conditions de sa candidature : seul ou en groupement d'opérateurs économiques (cotraitance). En cas de groupement, le candidat indique la forme du groupement (solidaire ou conjoint) ainsi que la désignation du mandataire. Ce dernier devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation ; - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches.grandreims.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 18/03/2024 à 17:00

**Date limite de validité de l'offre :** 5 MONTH

**Informations relatives aux délais de recours :** Peuvent être formés devant la juridiction visée ci-dessous, dans les conditions fixées par le Code de Justice Administrative (CJA) : - Un référé précontractuel, avant la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du CJA ; - Un référé contractuel, après la signature du contrat, selon les modalités fixées aux articles L.551-13 à L. 551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA ; - Un recours en contestation de validité du contrat, selon les modalités fixées par la décision du Conseil d'Etat n° 358994 du 4 avril 2014 « Département de Tarn-et-Garonne », dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, assorti le cas échéant, d'un

référé suspension (art. L.521-1 du CJA) ; - Un recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative, selon les modalités fixées aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, dans les deux mois suivant la notification de la décision susmentionnée.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne

**Numéro d'enregistrement :** 17510005600019

**Adresse postale :** 25, rue du Lycée

**Ville :** Châlons-en-Champagne

**Code postal :** 51036

**Subdivision pays (NUTS) :** Marne ( FRF23 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** Greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

**Téléphone :** +33 326210187

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Communauté urbaine du Grand Reims

**Numéro d'enregistrement :** 20006721300013

**Adresse postale :** 3, rue Eugène Desteuque

**Ville :** REIMS

**Code postal :** 51100

**Subdivision pays (NUTS) :** Marne ( FRF23 )

**Pays :** France

**Point de contact :** C3C Développement et Services à la Population

**Adresse électronique** : C3cpoleeconomique@grandreims.fr

**Téléphone** : +33 326777330

**Profil de l'acheteur** : <https://marches.grandreims.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : d489c6c1-d1d3-4c23-82fa-7b4289019897 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché – régime assoupli

**Date d'envoi de l'avis** : 13/02/2024 à 16:46

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 13/02/2024